

départir des demandes pécuniaires faites pour réparations des injustices et des violences commises envers les Français ;

Quand la puissance dont nous acceptons les bons offices vient, non plus s'établir entre le Mexique et nous, ce qui est inadmissible, mais seulement essayer de renouer les négociations en portant les paroles de l'un à l'autre ;

Alors la position n'est plus la même. Repousser cette voix conciliatrice ce serait montrer dans la victoire la susceptibilité qui est permise, peut-être, à une nation faible, mais qui serait ridicule de la part de la France. Ce serait sortir de cette voie de modération et de générosité, suivie jusqu'à présent avec tant de constance. Ce serait enfin repousser le seul moyen qui reste peut-être d'arriver au dénouement sans en venir à des extrémités qui devraient entraîner la France dans les frais d'une grande expédition militaire.

NOTE III.

LES FÉDÉRALISTES.

Anton-Lizardo, 20 janvier.

Le Mexique est gouverné par deux puissances, ou comme l'ont dit énergiquement les Texiens dans leur déclaration d'indépendance, il gémit sous le joug combiné *of the sword and priesthood*, de l'armée et de l'église, ou plus fidèlement du *sabre* et du *froc*.

Le parti de l'église, renforcé des anciens Espagnols, et à qui on a donné le nom de parti *clérico-espagnol*, a de l'unité dans ses desseins et un but bien connu. Il vise à l'établissement d'une monarchie plus ou moins constitutionnelle, plutôt moins que plus. Il y va par tous les moyens.

Le parti militaire est toujours divisé entre plusieurs chefs et suit des routes différentes. Depuis la proclamation de la constitution centrale, il a deux bannières : l'une est celle de la constitution actuelle ; l'autre celle de la constitution antérieure ou fédérale. Derrière la première sont réunis tous ceux qui ont part au pouvoir ou qui espèrent y arriver. Ils sont plus ou moins vendus au parti prêtre qui soutient la constitution actuelle, faute de mieux.

Sous l'autre bannière sont venus se placer tous les mécontents, et, aussi, quelques esprits plus avancés qui espèrent régénérer la nation et faire progresser les idées. Ils proclament des principes fort libéraux, redemandent la fédération des divers Etats et leur indépendance relative, tel que cela était établi sous le régime de la constitution de 1824, en y ajoutant certaines améliorations dictées par les progrès de la civilisation, telle que la liberté des cultes, etc., etc.

Ce parti a de grandes ramifications dans la république. Il y a quelques mois, des hommes qui ne paraissent manquer ni d'énergie, ni de talent, ont levé dans les provinces du nord, et au nom du fédéralisme, un étendard de révolte sous lequel sont venus se ranger des forces assez considérables pour menacer le gouvernement.

Le centre de ce mouvement insurrectionnel est dans la province de Tamanlipas, qui s'étend sur les bords du golfe du Mexique, depuis la Vera-Cruz jusqu'au Texas. Déjà Matamoros et Tampico, les deux ports les plus considérables de cette côte, sont au pouvoir des insurgés. Cette circonstance n'est pas sans importance, parce que la douane de ces ports a procuré aux chefs fédéralistes quelques ressources pécuniaires et leur a donné de nouvelles forces.

L'armée est dirigée par plusieurs chefs; les deux principaux sont les généraux Urrea et Mejia. Ce dernier dont on vante l'énergie et les talents, était à la Nouvelle-Orléans quand on y connut l'arrivée de l'expédition française. Il vint aussitôt devant la Vera-Cruz sur une corvette des Etats-Unis et demanda au général Rincon de l'employer dans la défense de la place, ne se montrant pas moins animé contre les Français que tous les autres Mexicains.

Le sentiment de résistance à l'invasion française existait aussi bien alors chez les fédéralistes que dans le reste de la nation. Au moment de notre arrivée sur la côte, le général Urrea qui commandait en chef les forces des insurgés, lançait à ses troupes (18 novembre) une proclamation non moins hostile contre nous, que toutes celles dont la république a été inondée depuis.

Ces deux généraux se sont réunis et commandent en commun, bien que la première place soit réservée à Urrea. Sous leur direction agissent d'autres chefs tels que Cañalizo, Lemus, etc.

La cause fédéraliste a aussi ses partisans à Mexico, et quoique ces partisans ne guerroyent pas, ils n'en sont pas moins dangereux pour le gouvernement. Ils écrivent dans les journaux, travaillent l'opinion, et sont là, toujours disposés à guider des émeutes populaires et à faire triompher leur cause au centre même de la république. C'est à eux qu'il faut attribuer le mouvement du 13 décembre, à la suite duquel le président Bustamante a dû nommer un ministère fédéraliste et crier,

de son balcon : *Vive la fédération*. Pedraza était le chef de ce ministère que les intrigues du parti prêtre ont renversé au bout de trois jours. Le gouvernement a repris son cours habituel : le président en a été quitte pour renier dans le *Diario* son *vive la fédération*. Un des organes les plus connus de cette portion du parti fédéraliste est un ancien médecin nommé Gomez Farias, homme de talent, défenseur constant des idées libérales les plus avancées; il est fort estimé. Il était en prison depuis quelque temps, quand, au 13 décembre, il a été délivré par le mouvement en faveur de son parti. Depuis, il est resté libre, mais on le surveille. Il combat dans les journaux, surtout dans le *Restaurador*; il y fait bonne guerre contre le système adopté par le gouvernement dans la question française que lui seul a toujours envisagée sous son point de vue réel.

Les fédéralistes, après s'être montrés d'abord aussi animés contre les Français que les autres Mexicains, sont maintenant plus réservés. Ont-ils reconnu que la France n'a point de projets de conquête et que ses réclamations sont justes? Ou bien espèrent-ils seulement trouver en nous un appui assez puissant pour faire triompher leur cause?

Après la prise d'Ulúa et le désarmement de la Vera-Cruz, l'amiral a envoyé des croiseurs devant Tampico et Matamoros. Ces croiseurs avaient pour instructions d'accueillir avec bienveillance les ouvertures que pourraient faire les chefs fédéralistes, et de bien leur faire comprendre que la France ne veut en aucune manière attenter à l'indépendance, ni à l'intégrité du territoire du Mexique, et qu'il ne faut attribuer la lutte actuelle qu'à la mauvaise foi et à l'ineptie du cabinet centraliste.

Les chefs fédéralistes sont entrés avec empressement en relation avec l'amiral; une correspondance s'est établie sur un pied fort bienveillant de part et d'autre.

Des fragments de cette correspondance publiés dans les journaux du Mexique et répétés par ceux des Etats-Unis, ont fait connaître la ligne de conduite que l'amiral a déclaré qu'il suivait à l'égard des fédéralistes.

« Dans les guerres civiles, écrit l'amiral, dans une de ses lettres au général Urrea, nulle intervention, nul secours de l'étranger ne doi-

« vent être admis, parce que les querelles politiques des citoyens d'un même Etat doivent se décider entre eux.

« Je ne viens donc pas offrir à la cause du fédéralisme un secours qui pourrait la rendre moins populaire le jour où sa bannière se montrerait unie à une bannière étrangère. Si, comme je me plais à le croire, cette cause est la cause nationale au Mexique, elle triomphera et ne devra son triomphe qu'à elle-même. »

Il semble qu'il serait d'autant plus impolitique de faire cause commune avec le fédéralisme, qu'en outre de la défaveur qui jetterait sur cette cause l'appui que lui prêteraient nos armes, il pourrait en résulter pour nous des inconvénients bien graves.

En effet, aider une seule fois de nos moyens la cause des insurgés, n'est-ce pas prendre l'engagement de la soutenir jusqu'au bout, de la faire réussir et de ne plus traiter qu'avec un gouvernement fédéral? N'est-ce pas nous exposer à recevoir le contre-coup des échecs que cette cause pourra essuyer? N'est-ce pas compromettre l'avenir et remettre la paix à des temps bien éloignés peut-être?

Or et avant tout, les intérêts français.

En leur signifiant ainsi qu'il ne peut intervenir dans la querelle, ni joindre ses armes aux leurs, l'amiral a dit cependant aux fédéralistes que, puisqu'ils montrent de la bienveillance et de la justice pour ceux de nos compatriotes qui habitent les provinces prononcées, et qu'ils n'ont point mis à exécution le décret d'expulsion lancé contre eux par le gouvernement centraliste, de son côté, il s'abstiendra de commettre contre les prononcés, aucune hostilité. En un mot, il a posé en principe que la France ne fait pas la guerre aux Mexicains, mais seulement au gouvernement actuel, et qu'elle n'est point hostile à quiconque ne lui est point hostile à elle-même.

En conséquence, le blocus des ports appartenant aux prononcés, a été levé, et il paraît que cette décision recevra toute publicité quand les généraux fédéralistes auront déclaré que les navires français seront admis sur le même pied que les autres navires étrangers.

Cette suspension de blocus est très-favorable à la cause fédérale, parce que les douanes des ports, dont l'accès est permis, fourniront quelques ressources pécuniaires. Les prononcés s'en montrent recon-

naissants, et ils viennent de laisser sortir de la rivière de Tampico, le seul navire français qui fût entre leurs mains, la *Fanny* de Bordeaux, sequestré par ordre du gouvernement, lors de la déclaration du blocus.

Les fédéralistes auraient désiré, sans doute, un appel plus matériel que celui qui leur est ainsi accordé; ils ne paraissent même pas avoir perdu l'espoir de l'obtenir. Deux de leurs agents viennent de passer ici, porteurs de paroles auprès de l'amiral. L'un venait, dit-on, de Mexico, et a fait des propositions au nom des fédéralistes qui sont dans la capitale, à côté du pouvoir, et qui combattent par la plume et l'intrigue; l'autre est envoyé par les généraux Urrea et Mejia, et a parlé au nom de la portion militante du parti. Je crois qu'ils n'obtiendront rien, et que la ligne tracée dès le début des relations avec les fédéralistes, sera suivie de point en point.

Quelles sont les chances du parti fédéraliste? Quel est son avenir?

Les prédictions sont toujours assez hasardeuses, et il faut bien connaître l'histoire d'un pays, le caractère d'un peuple et les moindres détails de sa situation, pour s'aventurer à en faire.

Voici ce que disent ceux qui paraissent les mieux instruits :

Le Mexique n'est pas assez avancé en idées politiques pour comprendre et apprécier les vues du parti fédéraliste. La portion de la population qui est disposée à se ranger dans ce parti, est peut-être la plus éclairée; mais ce n'est ni la plus nombreuse, ni la plus riche, ni la plus influente. Les fédéralistes ont contre eux l'église et la grande propriété; ils n'ont pas majorité numérique; enfin ils agissent dans un pays où l'on fait volontiers de beaux discours, où les grands mots ne coûtent rien, mais qui paraît trop vénal encore pour qu'un parti puisse y réussir sans argent. Or, ils sont sans argent. S'ils ont l'avenir pour eux, il ne semble donc pas que cet avenir soit prochain.

Si le gouvernement actuel pouvait tourner contre eux tous ses moyens, il en aurait sans doute raison et il ne devrait pas en concevoir une trop grande inquiétude; mais obligé de se tenir sur ses gardes du côté de la France, privé de ressources par le blocus, et n'ayant pour se soutenir que les aumônes du parti clérical-espagnol qui ne donne

qu'avec peine, ce gouvernement doit être fort inquieté par le parti des insurgés, surtout lorsqu'il voit que ses prédications sur l'union nécessaire dans le danger commun, ne produisent pas tout l'effet qu'il désire et ne ramènent pas tous les dissidents.

La difficulté que cette révolte suscite ainsi au gouvernement, nous est nécessairement favorable; c'est une chance de paix, et il faut la nourrir avec quelque soin. L'appui moral que nous prêtons aux insurgés paraît être tout juste ce qu'il faut pour atteindre ce but.

NOTE IV.

SANTA-ANNA.

Anton-Lizardo, 30 janvier.

Le héros du jour, Santa-Anna, est arrivé à ses fins, et le voici au pouvoir. Il a si bien su flatter la vanité mexicaine, par ses mensonges, qu'on a oublié la malencontreuse expédition du Texas, et que la popularité est revenu vers lui. Le 21 de ce mois-ci, la chambre des députés a rendu un décret qui, en confiant à Bustamante le commandement de l'armée, appelle Santa-Anna à le remplacer pendant son absence, comme président intérimaire. Le 22, ce décret a été approuvé par le sénat.

Voici quelques aperçus biographiques sur le nouveau président :

Santa-Anna est un créole de la Vera-Cruz. Il commença à se faire connaître à l'époque de l'insurrection de 1821. Iturbide le prit en amitié, l'éleva en grade et lui donna le commandement de la ville de la Vera-Cruz. Santa-Anna fut cependant le premier qui leva, contre Iturbide, l'étendard de la révolte. Les autres actions de sa vie n'ont pas démenti ce premier pas. Animé d'une ambition ardente, sans conviction politique, toujours couvert du manteau d'un patriotisme hypocrite, Santa-Anna n'a cessé de se révolter contre le pouvoir, que quand il a pu le saisir lui-même. On s'accorde à le dépeindre comme sans probité, sans morale et n'ayant aucun talent supérieur. L'audace qu'il met à entreprendre toujours, sans s'inquiéter des moyens d'assurer le succès; l'imprudence avec laquelle, quand il échoue, il travestit les faits pour les tourner à son avantage, la flexibilité de caractère qui lui a fait épouser successivement les divers partis, selon qu'il y a vu son intérêt, voilà

ce qui l'a mis en évidence et ce qui l'amène aujourd'hui au pouvoir.

Après avoir combattu d'abord sous la bannière populaire, c'est-à-dire sous celle dont les chefs prétendaient se révolter pour la cause du peuple et avoir ainsi causé mille embarras sous les présidences de *Guerrero* et de *Bustamante*, Santa-Anna comprit que, pour arriver à ses fins, il lui convenait de changer d'opinion. Le parti prêtre le gagna. L'opinion ne se gêne pas pour dire qu'il l'acheta. Sûr de l'appui de ce parti puissant, Santa-Anna, après avoir été si longtemps le soutien de la constitution fédérale et du peuple, devint le champion du centralisme, de l'aristocratie et du clergé. En 1834, après bien des intrigues et bien des efforts, il arriva au pouvoir; le premier acte de sa présidence, fut de dissoudre de force le congrès, et d'en appeler un autre, qui, sous son influence, fit succéder une constitution centrale à la constitution fédérale de 1824.

L'expédition du Texas, que Santa-Anna entreprit peu après qu'il fut arrivé à la présidence, et dont il espérait retirer beaucoup de popularité et beaucoup de gloire, eut un résultat bien différent et l'arrêta dans sa carrière politique. La place et le temps me manquent pour dire quelques mots de cette fameuse campagne dans laquelle il fit preuve de tant d'impéritie; où il fut cruel dans la bonne fortune, sans courage dans la mauvaise; où il se laissa surprendre en rase campagne et en plein jour, par un ennemi dont il connaissait la présence sur le terrain; et où, enfin, après avoir été battu à *San-Jacinto* par des forces moindres que les siennes de moitié, il fut fait prisonnier lui-même. C'était là, sans doute, un triste retour des choses d'ici-bas!

Après six mois d'une captivité pendant laquelle il n'avait sauvé sa vie que par toutes sortes de bassesses connues de tout le Mexique, et après avoir fait au Texas beaucoup de promesses qu'il n'a point tenues, il put recouvrer sa liberté. Il revint fort déconsidéré et n'eut pas de meilleur parti à prendre que de s'enfermer dans sa hacienda de *Manga de Clavo*. On s'accordait généralement à penser que sa disgrâce et l'oubli où on le laissait n'éteindraient pas son ambition et qu'il n'attendrait qu'un moment favorable pour reparaitre sur la scène.

Il en était là de sa carrière politique quand les hostilités avec la France commencèrent par l'attaque d'Uliá.

Le soir du 27 novembre, il arriva à la Vera-Cruz et offrit ses services au général Rincon, celui-ci l'envoya inspecter la forteresse dans la nuit qui suivit l'attaque, et s'assurer si, comme l'écrivait le général Gaona, il n'y avait plus moyen de s'y maintenir. Le rapport de Santa-Anna corrobora celui du général Gaona, et quoique les ouvrages de défense fussent encore entiers et que par conséquent, selon nos lois de guerre à nous, la place, bien que fort maltraitée, fût encore tenable, il conclut, comme Gaona, à la capitulation. Peut-être n'était-il pas fort tenté de prendre la charge de la forteresse après avoir vu les ravages qu'y avait faits notre artillerie. Le ton du rapport peut justifier cette supposition.

Quelques jours après la reddition de la forteresse, on apprit le rappel du général Rincon et la nomination de Santa-Anna pour lui succéder dans le commandement du département de la Vera-Cruz.

C'est ici, à mon sens, que commence la faute du cabinet de Mexico à l'endroit de Santa-Anna. Pourquoi le tirer du néant où il était réduit et remettre cet adversaire sur pied? Je n'ai pu me l'expliquer encore: à moins que le président n'ait eu la main forcée par le parti prêtre, ou bien qu'il n'ait pensé donner le coup de grâce au héros de San-Jacinto en lui confiant une mission où il y avait beaucoup de chances pour qu'il échouât encore comme il avait échoué au Texas.

Santa-Anna, en arrivant le 4 décembre à la Vera-Cruz, dont le commandement venait de lui être confié, fit savoir à l'amiral que le gouvernement ne ratifiait pas la convention conclue avec le général Rincon, pour la ville, et sans y mettre aucun des délais qui sont d'usage en pareille circonstance, il suspendit immédiatement les effets de cette convention.

Mais cette déloyauté n'était pas même de l'adresse. En rompant la convention, Santa-Anna commençait les hostilités, et pourtant il n'y était pas préparé. Les troupes qu'il attendait et que le général Arista lui amenait, ne devaient arriver que le lendemain. Il croyait donc être à l'abri de toute surprise et pouvoir endormir l'amiral français dans les temporisations d'une correspondance et d'un échange de lettres? Il faut le supposer.

On a su depuis que le dessein de Santa-Anna était d'évacuer la ville

dès que les troupes d'Arista seraient arrivées ; d'emmener ce qu'il pourrait de l'artillerie et des munitions et qu'alors , après avoir *conseillé* aux habitants de sortir, il voulait lâcher, sur les navires français qui sont dans le port, les canons des forts de la *Conception* et de *Santiago*. Après cet adieu, il aurait écrit à l'amiral une lettre d'insultes, il l'aurait provoqué à un débarquement, il aurait cherché à l'attirer en plaine et là, *il l'aurait reçu*, disait-il, *avec sa cavalerie*.

Qu'importait à Santa-Anna la ville de la Vera-Cruz ? Peut-être n'était-il pas fâché de mettre les Français dans la nécessité de la détruire, afin d'en rejeter l'odieuse sur eux.

Quoi qu'il en soit des projets de Santa-Anna, toujours est-il qu'il se montra tout aussi imprévoyant dans cette circonstance que dans presque toutes les autres de sa vie..... Il s'endormit.

Le 5, un peu avant la pointe du jour, les Français descendirent et désarmèrent la Vera-Cruz ; Santa-Anna n'échappa que par miracle à leurs recherches.

C'était certes là un échec pour Santa-Anna. Un général d'avant-garde qui vient déclarer la guerre à son ennemi sans être en force pour le recevoir, qui s'endort devant lui, pensant que cet ennemi attendra qu'il eût reçu des renforts avant de l'attaquer, enfin, un général qui néglige de se garder et est surpris au lit ; je ne sais plus ce que c'est qu'un échec, si cette mauvaise aventure de la vie de Santa-Anna ne porte pas ce nom.

Mais Santa-Anna est un homme de ressources. On sait ce qui s'est passé à la Vera-Cruz quand le désarmement fut achevé et le réembarquement effectué. Il n'y avait plus sur le môle que quelques marins et l'amiral qui n'avait voulu partir que le dernier. Depuis une heure et demie les Mexicains étaient cloués dans la caserne où ils avaient trouvé refuge, par la peur seulement, car depuis une heure et demie il n'y avait pas une âme devant eux qui les empêchât de sortir. Alors, Santa-Anna arriva à la tête de son monde, ayant repris courage en sortant de sa caserne, au milieu du silence de la Vera-Cruz ; il parait à la porte du môle, faisant feu de tous ses fusils, tant par cette porte que par les créneaux de la muraille adjacente. Une volée de l'artillerie des chaloupes arrête son monde qui prend abri derrière les murs : bon

nombre est mis hors de combat : lui-même, bien que prudemment placé derrière l'un des montants de la porte, est grièvement blessé au bras et à la jambe.

Aussitôt les troupes mexicaines évacuent la ville et vont camper à une lieue en dehors des portes : la population de l'héroïque, mais aujourd'hui malheureuse Vera-Cruz, reçoit l'ordre de quitter ses foyers, pour qu'il n'y ait pas nécessité de les défendre, et d'aller mourir de faim et de misère où elle voudra. Mais le lendemain, Santa-Anna se ravise, il dicte un rapport où, défigurant tous les faits, il proclame sa prétendue victoire et se peint mourant pour la patrie qu'il a sauvée ; montons donc au capitol et rendons grâces aux dieux !

C'est alors qu'on a crié *victoire* par toute la république ; la vanité nationale y a trouvé si bien son compte qu'elle ne s'est pas montrée difficile sur les preuves. Le gouvernement mieux informé, s'est décidé à crier *victoire* comme tout le monde. Il y avait lieu d'espérer alors que Santa-Anna ne survivrait pas à ses blessures et l'on pouvait avoir le bénéfice de ses mensonges, sans avoir à subir longtemps l'embarras de sa personne.

Mais on s'est trompé, Santa-Anna n'est pas mort et son mensonge a porté ses fruits. Le héros de la Vera-Cruz et de San-lacinto, s'appuyant d'un côté sur le parti prêtre, de l'autre sur sa jambe de bois, s'est frayé un chemin vers le pouvoir où il va s'installer : qui pourrait dire maintenant comment fera Bustamante pour reprendre la présidence, qu'il laisse entre les mains de son rival ?

Quoi qu'il en soit, Santa-Anna devenu chef du gouvernement, poussé par le parti prêtre dont il est le drapeau, jouissant d'une popularité, sinon générale, au moins fort bruyante, a pris sans contredit une grande influence sur la marche des affaires, et c'est maintenant une question sérieuse que de savoir si les intérêts et les projets d'ambition de ce général trouveront encore leur compte à ce que la paix se fasse.